



PROJET

Séminaire sur « les chemins de la transition », 19 mars 2016

Séance plénière de l'après-midi

Compte rendu des ateliers

Atelier 1 : quelles alternatives ?

Convergence des luttes et pouvoir citoyen

Nous avons essayé de croiser les points de vue. Chaque organisation a son prisme d'entrée, mais en définitive c'est le même système qu'on remet en cause, et c'est cela qui fonde la convergence des luttes. Il est essentiel de parler en termes de pouvoir citoyen.

Faut-il parler des alternatives ou de la critique du système ? Nous avons dit qu'il faut faire les deux. Aujourd'hui on a plutôt tendance à travailler sur des alternatives positives, des réalisations concrètes, et à inverser l'approche politique traditionnelle basée sur une contestation du système, qui apparaît comme stérile si elle se limite à la critique. Par exemple, Notre-Dame des Landes est d'abord une critique du système. Mais c'est également une zone à défendre (ZAD) ou habitent de nombreuses-x zadistes en lutte qui expérimentent au quotidien des modes de vie alternatifs.

Les associations dépendent beaucoup des politiques publiques. Il leur est très difficile de critiquer ce dont elles dépendent. Mais le CAC permet de le faire au nom des associations. Il est essentiel pour cela qu'il soit indépendant, financièrement et politiquement, et qu'il développe des expertises, avec des référents locaux. En parallèle, il faut aussi développer la communication pour faire partager les analyses au plus grand nombre et lutter contre les campagnes de propagande qui se multiplient dans les médias.

Alternatives vers quoi ?

Faut-il parler d'utopie ? Le terme apparaît comme irréaliste, et cela peut desservir. Mais il est nécessaire de développer un imaginaire collectif de la transition.

On a besoin de porter d'une seule voix les discours de la transition. Il est possible et nécessaire de dépasser les débats spécifiques et de mutualiser les événements, les informations, tous les projets de cartographie, les modes de communication et les actions, comme nous l'avons fait pendant la COP 21. Il faut juste veiller à ne pas tomber dans le consensus mou et à ne pas se laisser emporter par le côté chronophage de ce type d'actions.

La mutualisation des réflexions nécessite également l'intervention d'intellectuels de la transition, afin de parvenir à porter ce message dans la sphère médiatique.

Cependant, la mutualisation est chronophage et prend beaucoup de temps pour s'organiser et permettre aux uns et aux autres de bien se connaître. Alternatiba, pour y répondre, souhaite développer des maisons des alternatives.

Il faut pousser les gens à l'engagement, en expliquant pour qui sont ces alternatives, pourquoi on les propose, et surtout pourquoi on peut les créer avec eux. Il faut que les alternatives soient porteuses d'espoir, exemplaires, non comme des modèles à imiter, mais comme des sources d'inspiration et

d'innovation pour répondre à des besoins concrets du quotidien ou des enjeux à portée globale, à la fois au niveau des organisations et au niveau des citoyens.

Enfin, la place des jeunes est essentielle. Il faut intégrer les jeunes à grande échelle.

Atelier 2 : quelle transition ?

La question était quelle transition écologique, sociale et culturelle ?

Nous avons très peu parlé écologie. Nous sommes partis sur des questions de terminologie, avec une focalisation de plus d'une heure sur les définitions de « capitalisme, libéralisme, etc. » Et leur influence sur le concept de transition.

Transition vers quoi ?

La transition est un mouvement qui nécessite de changer de modèle économique, social, démocratique. Nous avons eu quelques difficultés à définir les objectifs avec précision. Nous avons parlé de société plus humaine, de santé, de justice, de propriété.

Transition par qui ?

La transition se fait d'abord par l'action des citoyens à la base, mais comment ? Dans quel contexte ? Est-ce qu'on veut inventer une nouvelle organisation à partir de zéro et de nouveaux acteurs, ou faut-il s'appuyer sur les syndicats et les partis ? Faut-il constituer des contre-pouvoirs ? Le rôle des collectivités est important. Elles peuvent faire bouger pas mal de choses.

Les gens qui survivent dans des conditions difficiles n'ont pas les moyens de réfléchir à la transition. Comment faire avec eux (et non pour eux), au niveau national et international ? Comment développer l'envie et le désir d'agir ?

Comment faire cette transition ?

Les initiatives sont très diverses. Il faut parvenir à une convergence des actions.

Les associations doivent-elles jouer un rôle de lanceurs d'alerte ou agir directement, au risque de remplacer les pouvoirs publics ? Certainement les deux à la fois.

Le groupe a souligné l'importance et la nécessité d'une culture de la paix.

L'utilisation des moyens de communication est primordiale. Il est nécessaire de lutter contre la désinformation, par un travail d'éducation qui commence de l'école et nécessite un renouveau de l'éducation populaire les jeunes, pour tous les citoyens et aussi pour les militants, qui en ont également besoin. **Une transition éducative est donc également nécessaire.**

Comment acquérir les qualités d'écoute et de respect des différences approches qui sont nécessaires pour travailler ensemble, au lieu de multiplier points de vue et les approches cloisonnées ? Comment favoriser les convergences ?

En conclusion, la transition culturelle entraînera le reste : il faut déconstruire les représentations pour reconstruire et apprendre à penser autrement.

Atelier 3 : quelle transformation des raisons d'agir ?

L'atelier s'est appuyé sur l'identification des « valeurs » que nous impose la société au niveau de l'organisation collective (irresponsabilité, culture du déchet, surveillance généralisée, banalisation d'énormes inégalités, productivisme, corruption, mensonge, exploitation,) et au niveau personnel et interpersonnel (consumérisme, rejet de l'autre, sous-culture uniformisée, individualisme, lutte de tous contre tous, conditionnement et formatage, aliénation du temps, etc.). À travers les milliers d'actions que nous réalisons, déjà on voit apparaître d'autres valeurs de responsabilité, de partage, de respect, de coopération, de gestion commune des biens, d'éthique, d'honnêteté, de démocratie, de remise en cause des « besoins », d'authenticité, de créativité, de redécouverte du temps de vivre et de penser.

L'atelier a travaillé ensuite pendant une heure par groupes de 3 pour restituer nos expériences personnelles, où nous nous sommes interrogés sur la cohérence de nos propres pratiques. La restitution de ces expériences et leur interprétation en grand groupe ont constitué des temps d'échanges extrêmement

forts et ont permis de soulever différentes contradictions, notamment entre le travail demandé en entreprise et nos exigences de qualités d'écoute et de respect, la difficulté à faire changer de regard des citoyens et à leur faire partager une vision d'espoir.

Pour transformer la société et ne pas reproduire le modèle dominant, il faut se transformer personnellement, se libérer des conditionnements qu'on a reçus pour les transformer. Cela nécessite des temps de recul et d'analyse personnelle. Il faut donner du temps au temps, mais aussi ne pas rester seul et partager avec d'autres nos expériences, nos interrogations et nos convictions. La résistance morale peut être communicative. La culture et l'art jouent un rôle clé dans cette transformation.

Le groupe a ensuite débattu des actions à mettre en pratique dans la vie collective pour restaurer l'égalité et le pouvoir d'agir des citoyens : reconnaître les individus avec leurs différences et leur liberté, leur plaisir, sortir de la peur, développer le débat et les désaccords féconds, prendre conscience de notre capacité d'agir et de la portée globale de notre action locale.

Enfin, l'atelier s'est interrogé sur les voies de la conscientisation et d'une éducation populaire renouvelée. Il est possible de mettre en lien les initiatives sur le terrain, notamment en multipliant les universités populaires. Le rôle central du numérique devrait faire l'objet d'un travail approfondi du collectif.

Réaction de Céline Brailon, grand témoin

Le Commissariat Général au développement durable, où j'ai travaillé pendant plusieurs années, s'appuie sur une loi qui donne une définition large de l'écologie et du développement durable, incluant notamment la cohésion sociale, l'épanouissement de tous les êtres humains, ainsi que la participation, l'évaluation, l'amélioration continue.

« La société civile doit devenir la société civique » (Patrick Viveret)

À travers ce que vous dites, on peut comprendre que la société civile doit devenir la société civique, c'est-à-dire devenir politique, intégrer les causes des problèmes rencontrés, la problématique des biens communs. Cela nécessite un autre regard par rapport à la société, et de se donner d'autres règles.

Le rôle essentiel de la mutualisation pour y parvenir

La mutualisation est une dimension essentielle, que vous avez bien soulignée. Mais à quoi sert la mutualisation ?

- Mutualisation de la réflexion. Quand on travaille sur des thèmes différents, il est essentiel de pouvoir ensemble analyser le système et de mettre en commun ce qui nous fait avancer. Il est également nécessaire et d'analyser ensemble l'interaction entre les différents freins. Il existe un écosystème des freins comme il existe un écosystème des possibles.

- Mutualisation de l'alerte. Il est essentiel d'agir ensemble. Plus l'alerte est collective, plus elle est efficace.

- Mutualisation des initiatives : Il est nécessaire de conjuguer ce qui dans le système nous permet d'avancer, de passer de la singularité des expériences à une vision plus globale qui permet de faire système.

Inégalités environnementales, inégalités sociales

C'est à travers toutes les réflexions sur les initiatives et les exemples qu'on peut prendre conscience de ce qui fait système. Il faut agir pour comprendre. Quand on tricote ensemble des actions en matière de santé, de gaspillage, de culture, on arrive à parler de lutte contre les inégalités. En effet, comme le dit Éloi Laurent, les inégalités environnementales sont des inégalités sociales :

- inégalités d'accès, d'exposition aux risques ;
- effet des politiques sociales qui génèrent des problèmes environnementaux ;
- inégalités d'accès aux politiques publiques.

Tant qu'on ne lutte pas sur ces conjonctions la lutte reste inefficace.

L'économie en découle. Mais il doit reprendre sa place, derrière. Par exemple, les expériences de monnaies locales peuvent aider à la robustesse du territoire.

Vous avez parlé de transformation personnelle et de transformation sociale, de responsabilité et de conscientisation. Il y a également une question autour du bien-être pour tous. Selon le conseil de l'Europe, la cohésion sociale repose sur le bien-être pour tous, y compris pour les générations futures, dans un monde fini, ce qui permet de lier les enjeux sociaux aux enjeux écologiques. Il est essentiel, pour la suite du travail, de faire des allers-retours entre l'individuel et le collectif, de travailler sur la liaison entre la justice sociale et la justice environnementale, de réinterroger les droits fondamentaux.

Débat

Philippe. Les Communs (qui ne sont pas exactement les biens communs) permettent de réintroduire du droit là où on pensait qu'il n'y en avait plus. La source du droit est multiple. Les Communs montrent qu'il est possible de construire un cadre, qu'en d'autres temps on a appelé autogestion, anarchie, etc.

L'entrée écologique interpelle. Elle ne se réduit pas à un dualisme oppresseur/oppresé. Elle fait davantage appel à la notion de rhizome, avec ceux qui ont déjà intégré la mise en réseau, qui se distinguent de ceux qui fonctionnent de façon verticale. Il faut être conscient des différences culturelles à ce sujet afin de ne pas exclure l'autre par son langage. On parle plus de démarches, c'est-à-dire de chemin, que d'utopie, c'est à dire de but. Le numérique permet de passer de la verticalité à l'horizontalité (par exemple pour des prises de décision collégiale, les votes, ...).

Julie Babaammi. La réappropriation par les citoyens de l'action publique est essentielle. La Déclaration des droits de l'homme édite le droit, pour tous les citoyens « de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique et d'en suivre l'emploi » (article 14) et dispose que « la société a le droit de demander contact argent public de son administration » (article 15). Chaque citoyen a donc le droit de demander des comptes par rapport à l'utilisation des fonds publics. Dans la Somme, un groupe de citoyens a fait une démarche d'évaluation en allant évaluer les administrations à partir de leurs propres critères.

Comment les jeunes générations vont s'approprier ce monde ? Cités d'enfants, dans la Drôme (<http://citesdenfants.com/>) est un exemple très significatif. Des groupes d'enfants, pendant un temps de vacances, sont invités à créer une cité, à la fabriquer, y compris avec de nouveaux rapports sociaux. Ils apprennent à s'écouter, à se connaître, à partager leur savoir. Cette expérience est extraordinaire. Elle transcende les enfants. Elle repose sur un travail par équipes, avec beaucoup de bénévoles.

Danièle Léon. La façon de se parler et de penser ensemble est essentielle pour avoir de vraies imaginations qui ne tombent pas dans les raisonnements automatiques serinés par les medias. J'ai créé un lieu de formation et spectacles à Paris dans le 14^{ème} : « l'Atelier du Verbe » pour permettre cela. La force du Verbe au théâtre et dans la vie doit inverser la tendance à ne se servir de la parole que comme d'un lexique de mots-clefs.

Françoise Dahmane. Comment mettre en commun nos forces pour rendre évidente la possibilité d'un monde meilleur ? Pourquoi prévaut cet esprit dominant/dominé, et non de partage et de transmission ?

Jean-Claude Boual. Il y a des choses implicites dans notre débat. Il faut aller vers une transition, mais quelle transition et qui y a intérêt ? En particulier, l'économie dominante repose sur une culture extrêmement élaborée qui fait appel à un certain nombre de réponses ambiguës, notamment pour convaincre les jeunes des écoles de commerce d'adhérer au système. Un des rôles de notre collectif est de leur donner des éléments de réflexion. Il faut aller plus loin dans le débat avec les politiques, montrer que l'argent public est notre argent. Il faut aussi lutter contre l'habitude de déléguer. Le mouvement des Communs constitue pour cela une entrée importante. Si on n'a pas décortiqué ces questions, on reste dans le flou, et on ne changera pas le système si on n'analyse pas en profondeur tous ces aspects (culturelles, politiques, économiques, etc.) Et les modes de production. Par ailleurs, les jeunes générations ne veulent pas aller au conflit, mais

toutes les sociétés reposent sur des conflits. Nier le conflit, comme le fait l'idéologie dominante, conduit à la violence.

Élisabeth Monnerat. Il est nécessaire de passer de la violence au conflit. La violence apparaît quand le conflit ne peut pas s'exprimer¹. Ardoïno définit 6 niveaux de lecture de la réalité socio-éducative² : l'individuel, le relationnel, le groupal, l'organisationnel, institutionnel, les transformations sociales. La même réalité peut être regardée sous plusieurs angles. Or, le pouvoir s'ingénie à masquer la réalité institutionnelle et sociale. Il confisque une certaine vision de la réalité, en empêche la lecture. La question du pouvoir sur la lecture des situations est centrale.

Maurice Faÿ. La question est de choisir un concept fédérateur. La santé constitue pour Esperanza²¹ l'objectif focal, puisque que l'OMS la définit comme la satisfaction de tous les besoins fondamentaux de la personne, qu'ils soient nutritionnels, sanitaire, écologique, affectif, socioculturelles.

Si l'on choisit l'écologie, celle-ci a pour champ le vivant, et l'homme en fait partie. Mais le champ scientifique d'étude de l'homme et celui de l'anthropologie. Les 2 approches doivent se féconder dans la perspective d'un nouveau développement, comme le montre Philippe Descola. Si l'on parle de développement, il faudrait parler de développement responsable : Responsabilité vis-à-vis des autres, entre les acteurs du projet ; responsabilité face au vivant ; responsabilité dans le temps... Une responsabilité qui invite, en permanence, à évaluer les impacts, et donc, éventuellement, à reconsidérer les projets dans leurs objectifs et leur réalisation.

La démarche entreprise aujourd'hui est un travail essentiel : approfondir la question d'une transition d'une transition sociétale que nous appelons de nos vœux, ou plutôt des transitions, en conjuguant 4 dimensions (les 3 qui sont cités et la dimension économique). Cela va nécessiter du temps, et le recours à des techniques de travail collectif.

Frédéric Sultan. Le refus de l'opposition frontale est plus le signe d'une oppression forte. Il ne concerne pas toute la jeunesse mais une fraction d'elle.

La transition est un processus qui doit être jalonné de victoires réelles et concrètes, même si l'horizon est lointain.

Tout à fait d'accord sur le lien entre justice sociale et justice environnementale. Il est essentiel de voir comment dans une démarche de conscientisation on va à la rencontre des autres, et de veiller à la façon dont ils peuvent formuler leurs propres problèmes. Nous avons à nous interroger sur notre représentation en termes de classes sociales (avec notamment la place des classes moyennes).

Un système basé sur les Communs doit être capable de faire l'évaluation des politiques publiques, avec d'autres critères et d'autres perspectives. Cela est nécessaire pour conquérir le sens du récit, dont nous sommes aujourd'hui dépossédés.

Bernard Boudet. A Aubervilliers, je participe au Toxic Tours et au Collectif climat d'Aubervilliers. Quelques remarques :

- Dans la transition, il y a le souci de retrouver du sens.
- Tout le monde a intérêt à la transition écologique car nous sommes tous sur le même bateau (image du Titanic)
- Parler des inégalités environnementales, c'est dire que tout le monde a droit à une meilleure santé, arriver à une alimentation saine et ne pas bouffer des pesticides, de ne pas habiter à côté du périphérique et avaler des particules fines.
- En tant que militants écologistes, nous nous interrogeons : comment faire pour que les questions écologiques soient appropriées plus largement ? C'est une piste de recherche-action pour la Seine-Saint-Denis. On peut inverser les méthodes d'éducation populaire, en faisant d'abord quelque chose d'utile directement pour les gens, afin de gagner leur confiance dans la preuve, et ensuite seulement qu'ils aient

¹ Voir le livre de Charles Rojzmann Sortir de la violence par le conflit, La Découverte, 2008 voir <http://www.institut-charlesrojzman.com/fr/sortir-violence-conflit>

² Voir <http://www.meta-educ.be/textes/ardoïno.pdf>

le fil de ce qu'il faut faire pour que ça change globalement. Cette éducation progressive est une dimension forte qui permet de redonner du sens.

Michel Cibot. Le lobby du nucléaire n'a pas intérêt à la transition écologique, ni les pétroliers. Il n'y aura pas de transition écologique sans conflit. La culture de la paix, qui est née de la résistance à la violence des conflits armés, peut y contribuer grandement.

Paul Moutard-Martin. Il n'y a pas d'antagonisme entre les générations. Ce qu'a dit Jean-Claude Boual permet de tempérer le jeunisme, car il apporte une vision beaucoup plus politique du monde, contrairement à nous qui n'avons pas connu autre chose que le capitalisme, et pour qui le seul problème est de gérer au mieux. Un des champs qui m'intéressent beaucoup est celui de l'entrepreneuriat social. Il y a une situation de conflit évidente avec le monde associatif, alors qu'on dit que cela n'est pas grave. Les entrepreneurs sociaux sont en train de gagner cette bataille par leur dynamisme. Mais quand on sait qu'il y a du conflit, on se bat.

Monique Tilhou. Quand on parle de l'éducation populaire, il faut mettre en avant la dimension émancipatrice. Mais les structures d'éducation populaire ne pensent pas leurs activités avec cette dimension politique.

Julie Babaammi. Actuellement les choses s'accélèrent. Ici nous sommes tous d'accord. Mais peut-on élargir le cercle et aller faire des réunions similaires dans les quartiers ? Nous avons 2 jambes sur lesquelles nous devons marcher : le bien-être et le conflit.

Julien Chandelier. A Cap ou pas Cap on pose des constats sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire. Nous avons ici, avec ces débats, beaucoup d'éléments. Nous pouvons élaborer une pensée commune pour que ces mouvements structurent un mouvement commun qui s'ignore encore. Nous devons pour cela écrire quelque chose en commun, poser les bases d'une vision commune, d'un récit commun.

Alain Gripoix. Cela est complémentaire avec les luttes en cours. À Pau, les 4 et 5 avril, il y a une manifestation contre le congrès des pétroliers. Nous nous mobilisons aussi contre l'incinérateur d'Ivry.

Conclusion de Jean-Claude Boual

Merci à tous pour la qualité et la richesse des débats. Nous pouvons à partir de là travailler sur un récit pour reconstruire une vision politique positive. Nous faisons rapidement une synthèse de la journée, pour parvenir à une nouvelle version du texte.

Cette réflexion a vocation à se prolonger à l'occasion des rencontres d'été, qui auront lieu à Rennes du 5 au 7 juillet prochain, mais aussi sur le terrain en démultipliant des réunions locales. Pour cela, il faut que plusieurs d'entre vous se mobilisent pour aller intervenir et participer à ces débats.